

La géographie de l'aide étrangère à l'Amérique latine : Problèmes de sources et de méthode

Jean Cermakian

Volume 11, numéro 24, 1967

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/020743ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/020743ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Cermakian, J. (1967). La géographie de l'aide étrangère à l'Amérique latine : Problèmes de sources et de méthode. *Cahiers de géographie du Québec*, 11(24), 543-556. <https://doi.org/10.7202/020743ar>

Résumé de l'article

L'auteur, qui s'intéresse à la fois à la géographie de l'Amérique latine et à la géographie des communications, a noté que certains aspects de la géographie économique ont été jusqu'ici négligés, notamment ceux qui touchent les mouvements de capitaux. Le présent article analyse les problèmes soulevés par une étude géographique de ces mouvements de capitaux, en se référant au cas de l'aide étrangère, bilatérale et multilatérale, fournie aux pays de l'Amérique latine. L'auteur y étudie : *a)* le problème de la disponibilité et de la valeur des sources ; *b)* la recherche d'une méthode apte à combler les déficiences du matériel documentaire ; *c)* la nature fragmentaire des résultats obtenus par une telle méthode. Cet article ne se veut qu'introductif à un sujet auquel l'auteur consacre présentement ses recherches.

LA GÉOGRAPHIE DE L'AIDE ÉTRANGÈRE À L'AMÉRIQUE LATINE : PROBLÈMES DE SOURCES ET DE MÉTHODE *

par

Jean CERMAKIAN

Institut de géographie, université Laval.

Certains domaines de la géographie ont été jusqu'ici bien moins étudiés que d'autres. Il se trouve aussi qu'à l'intérieur de l'un ou l'autre de ces domaines, certains aspects ont été presque complètement négligés. Ainsi, la géographie de la circulation et des échanges a été bien moins étudiée que les facteurs géographiques de la localisation industrielle ou de la productivité agricole. D'autre part, à quelques exceptions près,¹ les courants financiers d'ordres divers ont été très peu étudiés malgré leur rôle de tout premier plan dans la géographie de la circulation et des échanges. Le but de cet article est d'essayer de constater dans quelle mesure les problèmes de sources et de méthode rendent possible l'interprétation des résultats. On prendra ici le cas de l'aide étrangère à l'Amérique latine tout en insistant bien sur le fait que cet article n'est qu'une ébauche d'une étude plus poussée que l'auteur espère entreprendre ; connaissant assez bien le sous-continent latino-américain, il a cru bon d'aborder des problèmes d'ordre général dans ce cadre bien précis.

I. *Le problème des sources*

Le plus grand obstacle à la recherche en matière de géographie des courants financiers a été jusqu'ici le manque de données statistiques précises ou comparables. La plupart des sources officielles nationales et internationales se contentaient d'indiquer le volume global de l'aide aux pays du « tiers-monde » sans préciser la distribution de cette aide par État bénéficiaire ni par type d'aide accordée (dons, prêts à court ou long terme, etc.). Un deuxième problème se posait quant à la comparabilité des statistiques entre les divers États donneurs, car il était douteux que leurs définitions coïncident exactement. En troisième lieu, si les données se rapportant à l'aide gouvernementale étaient incomplètes, celles concernant les investissements privés des pays industrialisés dans ceux du

* Nous tenons à remercier tout particulièrement pour leur collaboration : M. Gaston Bernier, directeur de la Division des documents officiels à la Bibliothèque générale de l'université Laval, notre collègue M. Jean Raveneau, professeur auxiliaire et directeur du Laboratoire de cartographie à l'Institut de géographie de l'université Laval, ainsi que le personnel de ce même laboratoire.

¹ Nous pensons surtout aux écrits du géographe-banquier français Jean Labasse, en particulier à son ouvrage *Les capitaux et la région*, Paris, 1955, et à son article « La vie de relation en Colombie », dans *Annales de Géographie*, LXVI, 1957, pp. 519-548.

AIDE FINANCIÈRE BILATÉRALE DE L'O.C.D.E. AMÉRIQUE LATINE (NORD ET CENTRE) 1960-1965

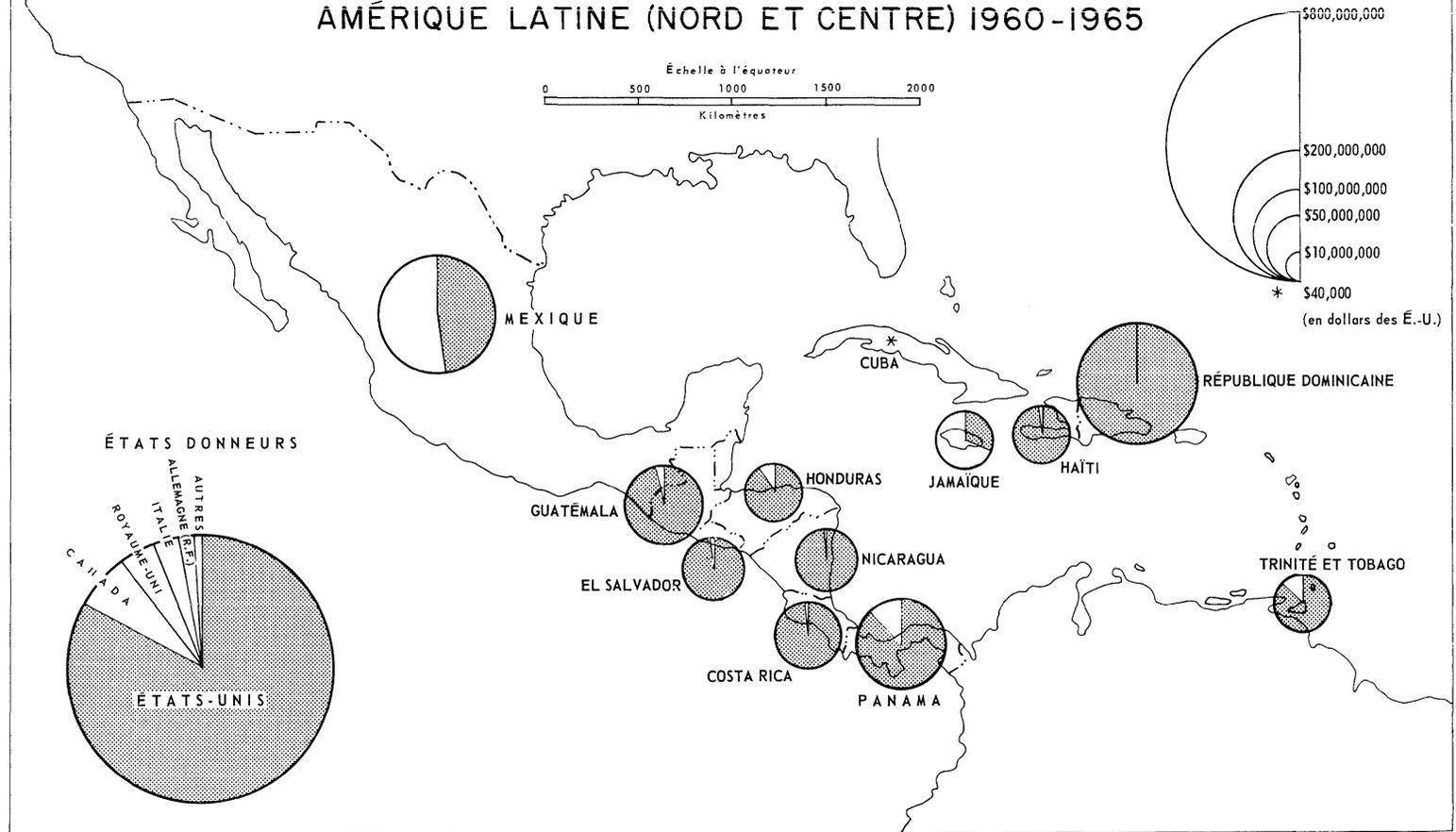


FIGURE 1

« tiers-monde » étaient à peu près inexistantes. Enfin, il était presque toujours impossible d'obtenir les données des pays socialistes, même par le biais des organisations internationales.

Une récente publication des Nations Unies au sujet de la mesure du courant des ressources vers les pays en voie de développement (13)² montre que les problèmes de sources sont loin d'être résolus. Pour ce qui est des sources officielles nationales, seuls certains pays disposent de données détaillées sous forme de publications. Les États-Unis, qui sont de loin le principal pays donneur dans le cas de l'Amérique latine, publient leurs statistiques d'aide étrangère gouvernementale par pays bénéficiaire; il existe ainsi des statistiques trimestrielles, annuelles et cumulatives, publiées soit par le *Department of Commerce*, soit par l'AID (*Agency for International Development*), ainsi que les rapports annuels de cette dernière.³ Une troisième source de données du gouvernement américain est le rapport annuel de l'*Export-Import Bank*, organisme autonome qui finance certains projets bien précis au moyen de prêts à long terme dans un grand nombre de pays, y compris la majorité de ceux de l'Amérique latine (7).

Dans le cas des États-Unis, il est également assez facile de se procurer des données annuelles par pays bénéficiaire et par grande branche d'activité (mines, industrie, pétrole, etc.) concernant les investissements privés américains à l'étranger (voir, par exemple, 4). En outre, le gouvernement de Washington a parfois publié des études sur les investissements privés à l'étranger, notamment pour l'Amérique latine; dans ce dernier cas, il s'agit d'une étude générale détaillée publiée en 1957 et de plusieurs monographies par État ou groupe d'États (3 et 4).⁴

Les sources officielles des autres États donneurs sont plus rares et moins détaillées. Dans le cas du Canada, le programme d'aide gouvernementale à l'Amérique latine n'a débuté qu'en 1964, mais déjà les deux derniers rapports annuels du Bureau de l'Aide extérieure le décrivent avec assez de détail (1 et 2): il s'agit d'un programme de prêts à long terme et à bas taux d'intérêt destinés à financer certains projets économiques et techniques de grande envergure, tels que l'agrandissement et la modernisation des installations portuaires d'Acajutla, au Salvador. Ce programme est géré par la Banque interaméricaine de développement (BID), dont il sera question plus loin.⁵

Si les sources nationales sont fragmentaires dans la plupart des cas, les sources internationales contiennent des données plus abondantes. Cependant, le détail de ces données est plus ou moins grand suivant l'organisation: par

² Les références en chiffres entre parenthèses dans le texte et dans les notes renvoient aux sources citées dans la bibliographie sommaire à la fin de l'article.

³ Voir (6) et: United States Department of Commerce, Office of Business Economics, *Foreign Grants and Credits by the United States Government* (Washington, D. C.: USGPO, publications trimestrielle et annuelle). Voir également: United States Bureau of the Census, *Statistical Abstract of the United States: 1966* (87^e édition), Washington, D. C., USGPO, 1966, Tableau n° 1246: « Major U.S. Government Foreign Assistance, net, by country, 1 July 1955-31 December 1965 », pp. 853-854.

⁴ Voir également: United States Department of Commerce, Office of Business Economics, *U.S. Business Investments in Foreign Countries* (supplément à la revue mensuelle *Survey of Current Business*), Washington, D. C., USGPO, 1960.

⁵ Voir également: Canada, Bureau fédéral de la Statistique, *Annuaire du Canada 1967: « Les programmes d'aide du Canada à l'étranger »*, pp. 186-190. Ottawa, L'Imprimeur de la Reine, 1967.

exemple, les prêts consentis par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et par l'Association internationale de développement (AID) sont indiqués globalement par pays bénéficiaire dans chaque rapport annuel, mais la répartition de l'aide par secteur économique n'est donnée que pour l'Amérique latine dans son ensemble (10). Par contre, la BID et la Société financière internationale (SFI) décrivent en grand détail leur contribution au développement de l'Amérique latine, puisque leurs rapports font état de projets bien déterminés (8, 9 et 19).

Mais les données les plus détaillées sont celles publiées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui comprend dix-huit États européens, les États-Unis, le Canada et le Japon. Depuis plusieurs années déjà, l'OCDE publiait des rapports annuels ou périodiques sur les politiques d'aide étrangère bilatérale et multilatérale de ses États membres aux pays en voie de développement (voir, par exemple, 14 à 16). Cependant, les données contenues dans ces rapports n'étaient pas tout à fait complètes : en effet, on avait d'une part l'aide bilatérale de chaque État donneur à un groupe donné d'États bénéficiaires (par exemple, à l'Amérique du sud), d'autre part l'aide totale à chaque État bénéficiaire par catégorie d'aide financière (prêts, dons, crédits à l'exportation, etc.). En 1966, l'OCDE a également commencé à publier les courants d'aide financière bilatérale et multilatérale de chaque État donneur à chaque État bénéficiaire par catégorie d'aide, combinant ainsi les deux sortes de données publiées antérieurement. On dispose ainsi de statistiques de flux financiers pour chaque année de 1960 à 1965 inclus (17 et 18). Il est regrettable que l'on ne dispose pas de statistiques comparables pour les États non-membres de l'OCDE, notamment en ce qui concerne l'aide fournie par les pays socialistes aux pays du « tiers-monde ».

II. *Le problème de la méthode*

Vu le foisonnement des sources, leur caractère souvent fragmentaire et leur manque de comparabilité, il a fallu nous limiter à certains aspects de la géographie de l'aide étrangère à l'Amérique latine. Tout d'abord, il était impossible de traiter en détail la question des investissements privés étrangers, faute de données suffisantes. D'autre part, il a fallu renoncer à analyser la nature de l'aide fournie par les organisations internationales. Cet aspect du problème mériterait une étude à part, que l'on baserait sur les sources déjà décrites, tout en tenant compte du manque de plusieurs données dans les rapports de certaines organisations.

Nous avons donc décidé de présenter uniquement les résultats précis de l'OCDE de la manière suivante :

a) en faisant la somme des montants annuels d'aide étrangère à l'Amérique latine de 1960 à 1965 par État bénéficiaire, État donneur et agence internationale donatrice ;

b) en ne tenant compte que de l'aide aux États indépendants ;

AIDE BILATÉRALE DES PAYS MEMBRES DE L'O.C.D.E. À L'AMÉRIQUE LATINE (NORD ET CENTRE) PAR HABITANT (1960-1965)

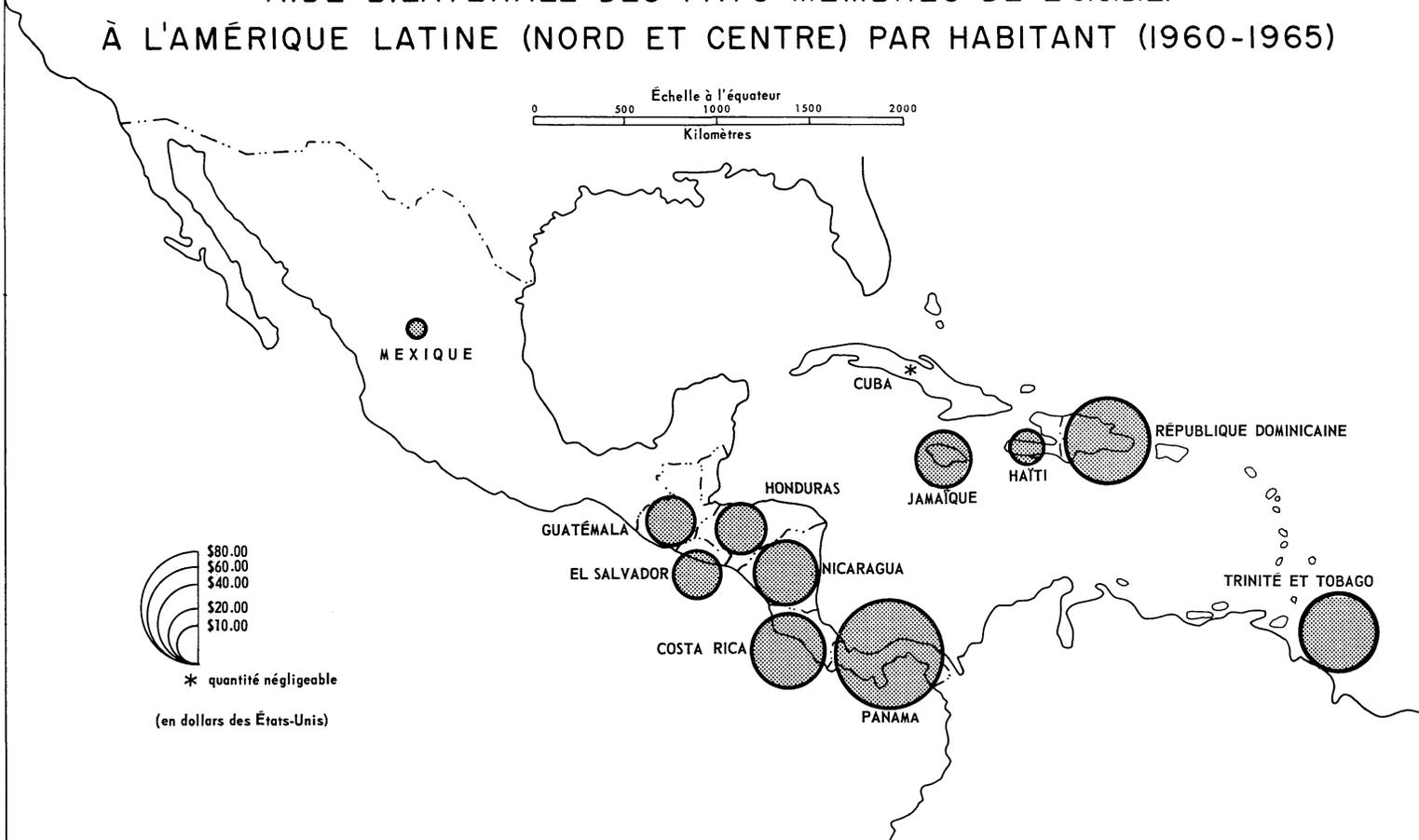
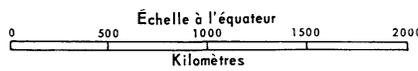


FIGURE 2

AIDE FINANCIÈRE MULTILATÉRALE DE L'O.C.D.E. AMÉRIQUE LATINE (NORD ET CENTRE) 1960-1965

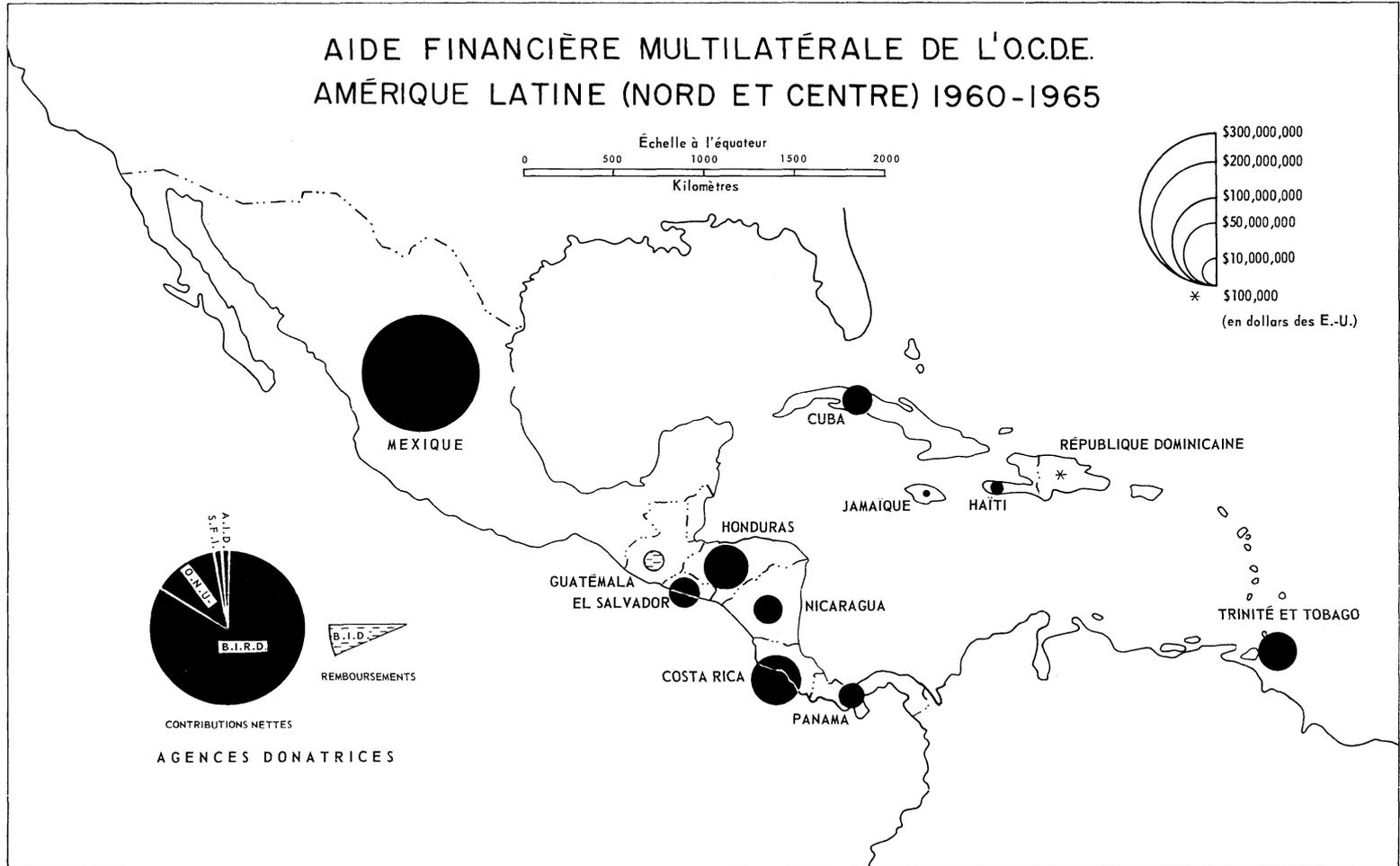


FIGURE 3

c) en présentant séparément les résultats pour l'Amérique du nord et du centre (Mexique, Amérique centrale et États antillais) d'une part, ceux pour l'Amérique du sud d'autre part ;

d) en indiquant le montant de l'aide bilatérale des États-Unis à côté de l'aide bilatérale totale à chaque État ;

e) en donnant l'aide bilatérale par habitant à chaque État bénéficiaire pendant la période 1960-1965.

Cette méthode a l'avantage de présenter les résultats sous une forme plus exacte que si l'on avait choisi une année donnée ; on élimine ainsi le problème des fluctuations de l'aide à court terme. D'autre part, elle fait ressortir le rôle prépondérant des États-Unis dans l'aide bilatérale à l'Amérique latine et le rôle encore relativement faible que joue l'aide multilatérale, du moins si l'on s'en tient à des critères strictement numériques. Cependant, elle présente l'inconvénient de trop résumer les données, car en examinant le bilan de l'aide multilatérale, on a l'impression que certaines agences internationales jouent un rôle négatif si l'on considère l'une ou l'autre des deux « sous-régions » de l'Amérique latine dans leur ensemble : c'est le cas de la BID qui, pendant cette période, semble avoir reçu plus d'argent qu'elle n'en a donné. Or on connaît le rôle essentiel que la BID joue dans le développement de l'Amérique latine. Enfin, si ces données peuvent sembler précises, il n'en reste pas moins qu'elles ne correspondent pas toujours aux statistiques de l'aide reçue présentées par les États bénéficiaires au Fonds monétaire international dans l'Annuaire de la balance des paiements publié par ce dernier (11).

III. *Les résultats*

La répartition de l'aide étrangère à l'Amérique latine est présentée dans l'annexe statistique (tableaux 1 à 6) et dans les figures 1 à 6. L'importance des sommes reçues par certains États pourrait s'expliquer comme suit :

a) pour contribuer aux différents plans de développement économique et social adoptés par plusieurs États dans le cadre de l'*Alliance pour le progrès* et pour favoriser en général le développement économique de certains États progressistes (Mexique, Costa Rica, Colombie, Chili) ;

b) pour aider certains États à régler des problèmes graves d'instabilité économique et d'inflation monétaire (Brésil, Argentine, Bolivie) ;

c) pour des raisons d'ordre politique, militaire et stratégique (République Dominicaine, Panama, Guatemala).

Ces trois séries de facteurs jouent plus ou moins selon les États bénéficiaires ; bien entendu, la troisième série n'est pas valable dans le cas de l'aide multilatérale.

L'aide bilatérale des États-Unis est prépondérante dans tous les cas sauf les suivants : Mexique (versements importants du Canada et de l'Allemagne occi-

AIDE FINANCIÈRE BILATÉRALE DE L'O.C.D.E. AMÉRIQUE DU SUD, 1960-1965

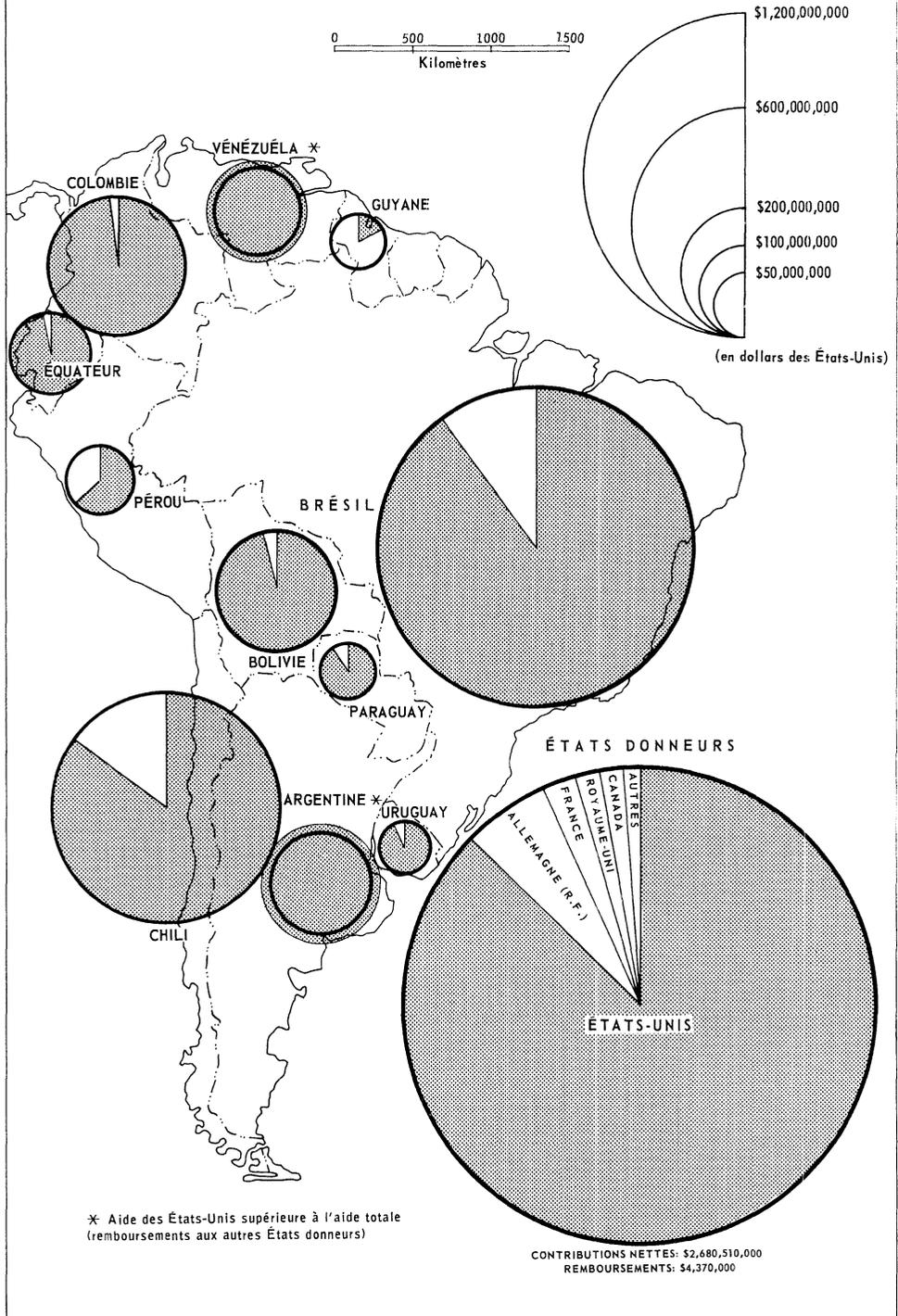


FIGURE 4

AIDE BILATÉRALE DES PAYS MEMBRES DE L'O.C.D.E. À L'AMÉRIQUE DU SUD, PAR HABITANT (1960-1965)

0 500 1000 1500
Kilomètres

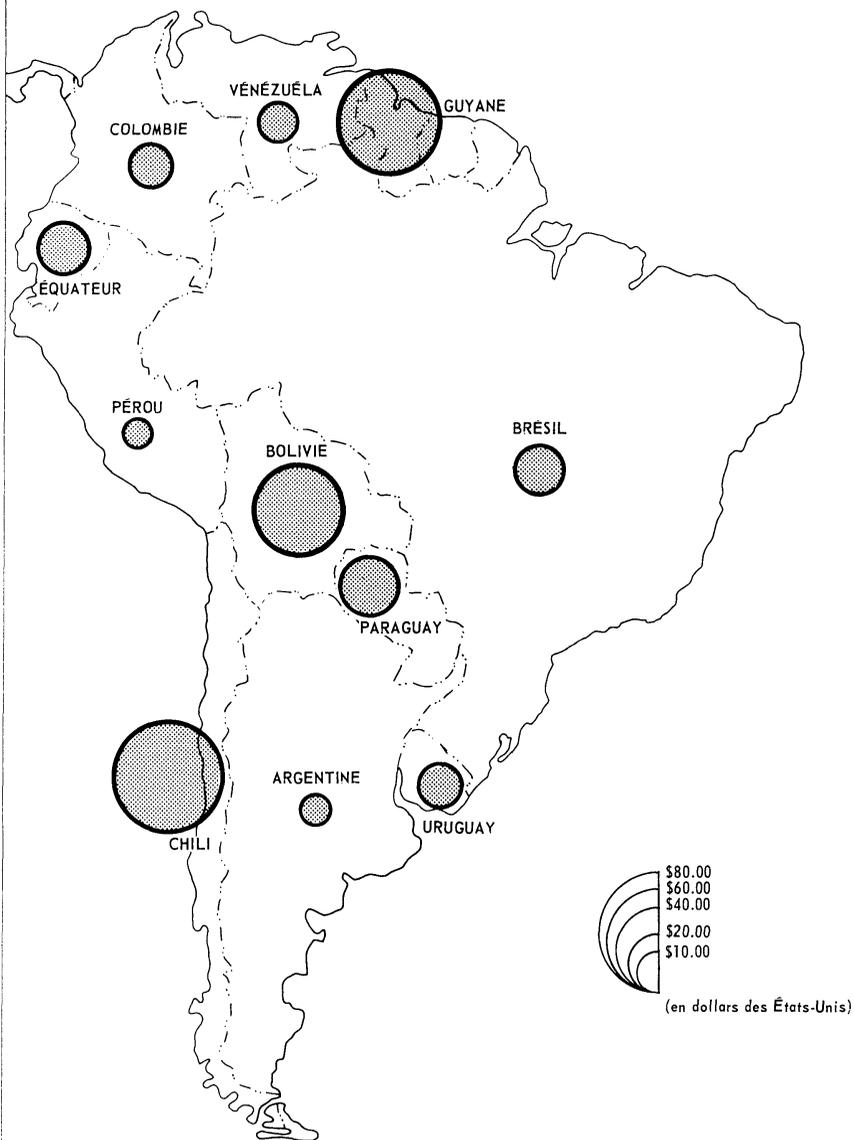


FIGURE 5

AIDE FINANCIÈRE MULTILATÉRALE DE L'O.C.D.E. AMÉRIQUE DU SUD, 1960-1965

0 500 1000 1500
Kilomètres

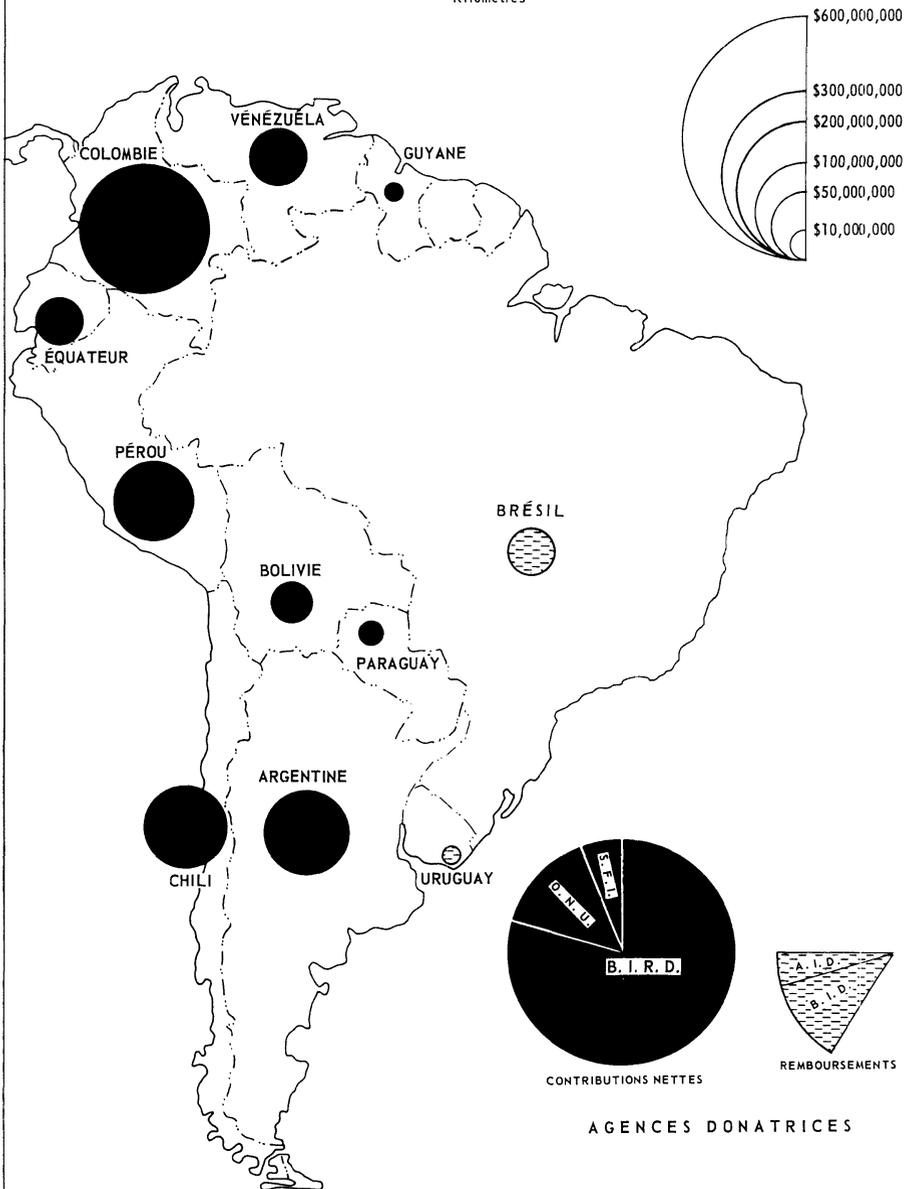


FIGURE 6

dentale), Jamaïque et Guyanne (prédominance de l'aide britannique et canadienne). Dans le cas de l'Argentine et du Vénézuéla, le montant versé par les États-Unis dépasse le montant total versé à ces pays, car ceux-ci ont en même temps remboursé des dettes contractées envers l'Italie et l'Allemagne occidentale. L'aide allemande et française est assez importante dans le cas du Brésil, du Chili et de l'Argentine.

L'aide multilatérale semble être assez sélective et favoriser les États qui ont un rythme élevé de croissance économique et de progrès social (Mexique, Colombie, Chili, Costa Rica). Elle consiste le plus souvent en prêts remboursables à plus ou moins longue échéance, et les conditions d'octroi en sont bien plus strictes que dans le cas de l'aide bilatérale, où les versements consistent souvent en dons publics non remboursables.

Conclusion

L'étude géographique des ressources financières mises à la disposition des pays moins développés se heurte toujours à des difficultés de sources et de méthode. Cependant, les documents officiels publiés à ce sujet par certaines organisations internationales dans les années récentes ont déjà facilité la tâche. Mais, comme le montre le cas de l'aide étrangère à l'Amérique latine, il faudra encore disposer de meilleures sources concernant la nature de l'aide publique et une plus abondante documentation sur les investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement. C'est alors seulement que l'on pourra entreprendre des études vraiment détaillées de cet aspect fort négligé de la géographie de la circulation.

ANNEXE STATISTIQUE

Aide financière des pays membres de l'OCDE aux pays de l'Amérique latine, 1960-1965
(aide aux États indépendants seulement)

Tableau 1 Aide bilatérale totale aux États d'Amérique du nord et du centre (Mexique, Amérique centrale et Antilles).

	Total *	Aide des E.-U.*		Total *
a) États bénéficiaires			b) États donateurs	
République Dominicaine	169.82	169.63	États-Unis	658.31
Mexique	154.23	73.86	Canada	54.02
Panama	94.45	83.19	Royaume-Uni	34.98
Guatémala	72.91	69.94	Italie	26.30
Costa Rica	50.73	50.23	Allemagne (Rép. fédérale)	15.16
El Salvador	48.16	47.25	Autriche	2.55
Nicaragua	45.43	45.13	Japon	0.35
Trinité et Tobago	39.47	33.61	France	0.30
Haïti	39.31	38.66	Suisse	0.06
Honduras	39.20	34.91		
Jamaïque	39.18	11.90	TOTAL	792.93
Cuba	0.04	—		
TOTAL	792.93	658.31		

SOURCES: 17 et 18.

* En millions de dollars des États-Unis.

Tableau 2 Aide bilatérale aux États d'Amérique du nord et du centre (Mexique, Amérique centrale et Antilles) ; aide par habitant, 1960-65.

États bénéficiaires	
Panama	75.93 *
République Dominicaine	47.53
Trinité et Tobago	40.49
Costa Rica	35.17
Nicaragua	27.46
Jamaïque	21.92
Honduras	18.13
Guatémala	16.79
El Salvador	16.46
Haiti	8.44
Mexique	3.77
Cuba	**

* En dollars des États-Unis.

** quantité négligeable.

SOURCES : 17 et 18.

Tableau 3 Aide multilatérale totale aux États d'Amérique du nord et du centre (Mexique, Amérique centrale et Antilles) 1960-1965.

a) États bénéficiaires	
Mexique	171.47 *
Costa Rica	31.30
Honduras	25.32
Trinité et Tobago	18.15
El Salvador	13.04
Cuba	11.86
Nicaragua	11.79
Panama	8.63
Haiti	1.93
Jamaïque	0.58
République Dominicaine	0.10
Guatémala	- 5.54
TOTAL	288.63

b) Agences donatrices

BIRD	257.70
ONU **	42.25
SFI	4.70
AID	4.40
BID	-- 20.42
TOTAL	288.63

* En millions de dollars des États-Unis.

** UNTA, UNEPTA, Fondsspécial et UNICEF.

SOURCES : 17 et 18.

Tableau 4 Aide bilatérale totale à l'Amérique du sud, 1960-65.

	Total *	Aide des É.-U.*	Total *	
a) États bénéficiaires			b) États donateurs	
Brésil	1,177.19	951.29	États-Unis	2,349.65
Chili	609.35	518.98	Allemagne (Rép. fédérale)	163.19
Colombie	230.40	225.75	France	59.70
Bolivie	180.65	171.28	Royaume-Uni	38.96
Argentine	129.34	167.76	Canada	38.74
Vénézuéla	93.24	122.27	Japon	8.97
Équateur	79.42	77.32	Italie	6.67
Pérou	57.19	35.99	Autriche	5.49
Paraguay	42.41	38.00	Suisse	4.84
Guyane	40.75	7.22	Belgique	3.23
Uruguay	36.20	33.79	Danemark	0.89
			Suède	0.14
TOTAL	2,676.14	2,349.65	Norvège	0.04
			Pays-Bas	- 4.37
			TOTAL	2,676.14

* En millions de dollars des États-Unis.

SOURCES : 17 et 18.

Tableau 5 Aide bilatérale par habitant à l'Amérique du sud, 1960-65.

États bénéficiaires	
Chili	71.13*
Guyane	62.99
Bolivie	49.56
Paraguay	21.25
Équateur	15.63
Brésil	14.48
Uruguay	13.34
Colombie	12.96
Vénézuéla	10.69
Argentine	5.79
Pérou	4.91

* En dollars des États-Unis.

SOURCES : 17 et 18.

Tableau 6 Aide multilatérale totale à l'Amérique du sud, 1960-65.

a) États bénéficiaires	
Colombie	173.00*
Argentine	72.94
Chili	69.76
Pérou	67.37
Vénézuéla	35.13
Équateur	24.85
Bolivie	19.25
Paraguay	6.51
Guyane	3.33
Uruguay	-4.28
Brésil	-25.44
TOTAL	442.42
b) Agences donatrices	
BIRD	420.20
ONU **	74.93
SFI	29.87
AID	-24.30
BID	-58.28
TOTAL	442.42

* En millions de dollars des États-Unis.

** UNTA, UNEPTA, Fonds spécial et UNICEF.

SOURCES : 17 et 18.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

I° Sources nationales :

1. Canada. Ministère des Affaires extérieures, Bureau de l'Aide extérieure. *Rapport sur les programmes d'aide extérieure du Canada: année financière 1965-66*. Ottawa, 1966, 25 pages polycopiées.
2. Canada. Ministère des Affaires extérieures, Bureau de l'Aide extérieure. *Revue annuelle 1966-1967*. Ottawa, L'Imprimeur de la Reine, 1967, 41 pages.
3. États-Unis. Department of Commerce, Bureau of Foreign Commerce. *Investment in Chile: Basic Information for United States Businessmen*, par Merwin L. BOHAN et Morton POMERANZ. Washington, D. C. : USGPO, 1960. 282 pages (d'autres publications dans la même série portent sur les États suivants : Amérique centrale, Colombie, Équateur, Cuba, Mexique, Paraguay, Pérou et Vénézuéla).
4. États-Unis. Department of Commerce, Office of Business Economics. *Survey of Current Business*, vol. 46, n° 9 (septembre 1966), « Foreign Investments, 1965-66 », par Samuel PIZER et Frederick CUTLER, pp. 30-40.
5. États-Unis. Department of Commerce, Office of Business Economics. *U. S. Investments in the Latin American Economy*, par Samuel PIZER et Frederick CUTLER. Washington, D. C., USGPO, 1957, 194 pages.
6. États-Unis. Department of State, Agency for International Development. *Proposed Foreign Aid Program, FY 1968: Summary Presentation to the Congress*. Washington, D. C., USGPO, 1967, 297 pages.
7. États-Unis. The Export-Import Bank of Washington. *33rd Fiscal Year-End Report (1967)*. Washington, D. C., USGPO, 1967, 189 pages.

II° Sources internationales :

8. Banque interaméricaine de développement : *Activities, 1961-1966*. Washington, D. C., 1967, 133 pages.

9. Banque interaméricaine de développement : *Seventh Annual Report, 1966*. Washington, D. C., 1967, 141 pages.
10. Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Association internationale de développement, *Banque mondiale et IDA, Rapport annuel 1966-1967*, Paris, 1967.
11. Fonds monétaire international, *Balance of Payments Yearbook*, Vol. 16-18 (1959-63, 1960-64 et 1961-65). Washington, D. C., FMI, 1965-67.
12. Fonds monétaire international, *Rapport annuel 1967*. Washington, D. C., juillet 1967, 151 pages + tabl. et graph.
13. Nations Unies. Département des Affaires économiques et sociales. Document E/427/ST/ECA/98 : *Mesure du courant des ressources vers les pays en voie de développement*. Rapport d'un groupe d'experts désignés par le Secrétaire général sur les problèmes de méthodologie, New York, Nations Unies, juin 1967, 144 pages.
14. OCDE. *Efforts et politiques d'aide au développement: examen 1967*, Paris, Publications de l'OCDE, sept. 1967, 235 pages.
15. OCDE. *The Flow of Financial Resources to Less-Developed Countries, 1961-1965*, Paris : Publications de l'OCDE, juillet 1967, 240 pages (existe également en français).
16. OCDE. *Les moyens financiers mis à la disposition des pays moins développés, 1956-1963*, Paris, Publications de l'OCDE, décembre 1964, 194 pages.
17. OCDE. *Répartition géographique des ressources financières mises à la disposition des pays moins développés, 1960-1964 (versements)*, Paris, Publications de l'OCDE, décembre 1966, 180 pages (bilingue anglais-français).
18. *Idem pour 1965*, Paris, juin 1967, 68 pages.
19. Société financière internationale. *Rapport annuel 1966-1967*, Paris, 1967, 37 pages.

RÉSUMÉ

L'auteur, qui s'intéresse à la fois à la géographie de l'Amérique latine et à la géographie des communications, a noté que certains aspects de la géographie économique ont été jusqu'ici négligés, notamment ceux qui touchent les mouvements de capitaux. Le présent article analyse les problèmes soulevés par une étude géographique de ces mouvements de capitaux, en se référant au cas de l'aide étrangère, bilatérale et multilatérale, fournie aux pays de l'Amérique latine. L'auteur y étudie : a) le problème de la disponibilité et de la valeur des sources ; b) la recherche d'une méthode apte à combler les déficiences du matériel documentaire ; c) la nature fragmentaire des résultats obtenus par une telle méthode. Cet article ne se veut qu'introductif à un sujet auquel l'auteur consacre présentement ses recherches.

ABSTRACT

This paper stems from the author's double interest in the geography of Latin America on the one hand, and in the study of transport, communications, trade, and other flows which characterize the geography of spatial interchange on the other. Noting that some aspects of economic geography have been more neglected than others, the author attempts to analyze the problems arising from a geographic study of capital flows, by focusing on the case of foreign aid to Latin America. Accordingly, the paper considers in turn: a) the problem of availability and quality of sources, b) the method to be used in view of existing gaps in the source material, and c) the fragmentary nature of the results obtained by such a method. The paper is admittedly short and should be considered only as the first stage of the author's planned research in this field.